

LA GAUCHE ET LE POUVOIR

Oxford - 21 mai 85

par Pierre Mauroy

Qui veut analyser la gauche au pouvoir en France depuis 1981, doit d'abord s'interroger et se poser une question : quelle est la relation entre la gauche et la durée ?

Car, sur ce plan là, la gauche n'est pas, loin s'en faut, à égalité avec la droite. La réponse serait différente en Belgique, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, où l'alternance se fait à peu près normalement.

En France, il n'y a pas d'alternance. En France, la droite est au pouvoir. Elle l'est parce que c'est la règle, parce que c'est légitime, parce que c'est dans l'ordre des choses. Il en est comme cela depuis deux siècles. La droite est au pouvoir en France, comme nos rois étaient au pouvoir. Elle n'a pas besoin de programme : elle est la droite et doit donc diriger les affaires du pays.

La gauche, elle, est à la fois dans ce qu'elle veut construire, dans sa perspective et dans son rêve. Tous les dix ou vingt ans, elle vient au pouvoir pour assurer la transformation sociale et prendre des mesures exceptionnelles qui vont bouleverser la vie des Français. Puis très rapidement, elle disparaît.

.../...

En deux siècles, la gauche est ainsi venue huit fois au pouvoir. La première, c'était pendant la Révolution française. Je laisserai de côté la constituante et la législative, qu'il est difficile de définir en termes de droite et gauche et que je ne revendique pas. La convention, par contre, dont vous savez quelle a été la tâche, peut être retenue comme la première expérience de la gauche au pouvoir. Une expérience qui n'a pas duré, et qui a débouché sur la Directoire, puis l'Empire.

Ce fût ensuite la Seconde République, que l'on oublie trop souvent, malgré l'ampleur de ses réformes. La garantie du travail à tous les citoyens, la limitation de la journée de travail à dix heures, le suffrage universel pour tous les citoyens de plus de 25 ans, la suppression de la peine de mort en matière politique et surtout l'abolition de l'esclavage dans les colonies : vaste programme que celui qu'a réalisé la Seconde République ! Un programme payé par une implacable répression, dont il ne faut pas oublier qu'elle est aussi la mémoire de la gauche. 15 000 Parisiens sont arrêtés ; 40 000 ouvriers sont déportés en Algérie.

Le second Empire s'installe. Nous sommes en 1871. Troisième expérience de gauche : la Commune. Bien sûr, ce n'est que le gouvernement de Paris et pas celui du pays tout entier. Mais, disons-le, si ce gouvernement avait duré et pleinement réussi, il serait devenu le gouvernement de la France. Les communards n'ont tenu que trois mois. Extraordinaire Commune de Paris !

.../...

Je n'en finirais pas de citer tout ce qu'ils avaient en chantier, tout ce qu'ils ont entrepris. Je n'en finirais pas de citer tous ceux qui en ont été les héros, les idées nouvelles qu'ils ont lancées. Mais cette expérience, comme la précédente et plus terriblement encore, s'est terminée sur une effroyable répression, avec 20 000 personnes fusillées et des dizaines de milliers d'autres déportées, en particulier en Nouvelle-Calédonie.

Une génération de gauche a ainsi été complètement décimée. Et pendant vingt ans, plus personne en France n'a osé parler de la Commune. Ni même les Républicains, ni même Victor Hugo, ni même Gambetta. C'est Jules Guesde, l'homme qui le premier a propagé dans le Nord les idées marxistes, qui a en quelque sorte réhabilité cet épisode sanglant de l'histoire de la gauche française.

Avec la quatrième expérience de gauche, nous sommes déjà au 20ème siècle et les choses vont se passer différemment. Ce n'est plus la répression brutale qui y mettra un terme, mais les difficultés économiques. C'est le Cartel des gauches, qui s'est d'abord distingué par une très brillante politique des affaires étrangères, puis qui s'est heurté au mur de l'argent, pour terminer dans une grave crise financière, qui a amené au pouvoir un homme d'autorité et de finances : Poincaré.

.../...

Puis, c'est 1936, l'application d'un grand programme de transformation sociale, dont les mesures sont restées dans les mémoires. Là encore, les difficultés ont été d'ordre économique et financier. Après dix mois, Léon Blum a demandé la pause et s'il s'est encore maintenu dix mois, ce n'était plus vraiment le gouvernement du Front populaire.

La sixième expérience de gauche est un peu différente. Nous sommes à la Libération et c'est le général de Gaulle qui préside un gouvernement avec les communistes, les socialistes et les chrétiens sociaux du M.R.P. Un gouvernement de gauche qui, de septembre 44 à janvier 46, a mis en oeuvre un programme de réformes considérable, dont je ne citerai que les nationalisations et la création de la Sécurité sociale. Puis De Gaulle est parti, mettant essentiellement en cause ses difficultés avec les partis politiques. Mais nous savons bien que la gauche a surtout été terrassée par l'inflation et de graves difficultés économiques.

Septième expérience : le gouvernement du Front républicain. Sous la 4ème République, avec les gouvernements qui succédaient aux gouvernements, les choses sont bien sûr moins claires. Mais il faut quand même retenir le gouvernement de Guy Mollet, avec ses déboires sur le plan de la décolonisation, mais aussi avec son programme d'amélioration sociale.

Enfin, il y a mai 81, l'élection de François Mitterrand comme président de la République, la gauche qui vient une huitième fois au pouvoir.

Ces expériences, trop courtes et trop rares, ont à l'évidence des caractéristiques communes.

La première, c'est la joie extraordinaire qui accueille toujours l'arrivée de la gauche aux affaires. Une joie qui est l'expression même d'une rupture attendue et qui salue la perspective d'une société nouvelle, l'espoir de concrétisation du grand rêve. En 36 - j'étais encore un enfant - je n'ai jamais oublié cet ouvrier de mon village du Nord, qui écrivait sur un wagon de chemin de fer ce magnifique slogan "vive la vie".

Cette joie de la gauche, qu'on a connue à la Libération, qu'on a connue en mai 81, se double toujours d'un mouvement inverse de la droite, d'un rejet, qui finit par créer une sorte de tension. Une tension qui se traduit notamment par un durcissement de la presse modérée de droite, tel que nous le connaissons depuis 1981. Et finalement, derrière cette tension gauche-droite, c'est toujours la même idée, le même soupçon : nous ne sommes pas un gouvernement légitime. Ce problème de légitimité de la gauche au pouvoir, toujours sous-jacent, est directement lié à celui de la durée.

Car l'absence de durée est la seconde caractéristique de ces expériences, dont aucune n'a pratiquement excédé un an et demi. Ce qui se fait aujourd'hui en France est donc une première historique. Pour la première fois, la gauche a décidé de durer, c'est à dire de prendre en mains les problèmes économiques, ce qu'elle s'était en fait refusé à faire jusqu'alors, estimant que l'économie était l'affaire de la société bourgeoise capitaliste.

Cette fois, la gauche dure. Les gouvernements d'union de la gauche ont duré trois ans et deux mois, ce qui constitue un record historique. Aujourd'hui, cette expérience se poursuit. La gauche a pour la première fois l'assurance de durer toute une législature et j'espère bien que François Mitterrand sera président jusqu'à la fin de son septennat.

La gauche au pouvoir depuis 1981, c'est d'abord, comme lors des précédentes expériences, le respect du programme de transformation sociale annoncé aux Français. Ce programme s'articulait autour de quatre grands axes.

D'abord, les rapports du citoyen avec l'Etat. Chaque fois que la gauche est venue au pouvoir, elle a fait voter des lois dans ce sens. Pour ma part, je n'en citerai qu'une, que je considère, tout comme François Mitterrand d'ailleurs, comme la plus importante du septennat : la loi de décentralisation.

Cette réforme, qui trouvera son plein accomplissement avec l'élection des représentants des régions au suffrage universel, est un changement fondamental de la vie politique française, dont on n'a pas fini de mesurer ce qu'il apportera à la démocratie.

Deuxième grand axe : la maîtrise de l'économie, notamment avec les nationalisations. Jusqu'à présent, on s'était limité au secteur des services, avec Air France, la S.N.C.F. etc. Cette fois, les nationalisations portent sur de grands groupes industriels, qui, assainis, doivent devenir les fers de lance de notre économie.

C'est ensuite les rapports du citoyen avec la justice. Malgré une opinion publique parfois en retrait, le ministre de la Justice, soutenu par le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement, a appliqué l'ensemble de notre programme. C'était là notre devoir et je suis persuadé que ceux qui ne l'ont pas compris, influencés qu'ils étaient par un sentiment diffus d'insécurité, le comprendront un jour.

Enfin, c'est un ensemble de réformes sociales, parmi lesquelles je citerai la possibilité de prendre sa retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, les 39 heures de travail hebdomadaires, l'ensemble des lois Auroux et toutes les dispositions de caractère social et contractuel, qui - ce sont leurs auteurs qui l'affirment - conduisent pratiquement à revoir tous les ouvrages de droit.

Au total, nous avons rempli toutes nos obligations en matières de transformation sociale. Je dirai d'ailleurs que là n'était pas le plus difficile et que nos difficultés sont bien sûr venues de la maîtrise de l'économie.

Dès lors que nous avons décidé de durer, je savais que nous devrions prendre en mains l'économie, et au besoin, si la crise perdurait, prendre des mesures difficiles, c'est à dire faire le choix d'une politique de rigueur. La crise, je rappellerai simplement qu'elle n'a pas commencé avec nous. Elle a commencé presque exactement avec le septennat de M. Giscard d'Estaing et je dois dire que ni lui, ni ses deux premiers ministres, M. Chirac et M. Barre, n'ont su que faire devant cette crise. Le résultat est que nous avons trouvé, en arrivant au pouvoir, 1 800 000 chômeurs et 14 % d'inflation.

Si elle voulait durer, la gauche devait tout mettre en oeuvre pour rétablir les grands équilibres économiques et démentir les prévisions des spécialistes, qui au minimum, annonçaient 20 % d'inflation au bout d'un an.

Les résultats que nous avons obtenus sont le résultat de choix et notamment de trois grandes décisions. La première

a été prise le premier jour. Le soir même de la prise de fonctions du président de la République, j'ai rencontré le gouverneur de la Banque de France, qui m'a posé une question et une seule : restons-nous dans le système monétaire européen ou faisons-nous une dévaluation du franc. Chacun sait que j'ai choisi le maintien dans le système européen. Je l'ai fait parce que je suis un européen convaincu et qu'il nous était impossible de commencer en tournant le dos à l'Europe. Cette décision était d'autant plus importante qu'elle traduisait un choix capital : celui de rester dans une économie de marché, ouverte sur l'extérieur, choix qui rendait inévitable la politique de rigueur.

La seconde décision importante, je l'ai prise en juin 82. Après la légère relance de 81, dont je veux rappeler qu'elle était plus faible que celle tentée par M. Chirac sous le septennat précédent, nous avons dû constater que la reprise annoncée n'était pas au rendez-vous. C'est alors que j'ai décidé une politique de rigueur, dont je m'honore qu'elle se soit faite sans déflation, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays industrialisés. Et pour la première fois en France, un gouvernement a décidé un blocage des prix et des revenus, pour, enfin, lutter efficacement contre ce mal bien français qu'est l'inflation. Une politique dont les résultats sont là, puisque nous en sommes maintenant à un peu plus de 6 % d'inflation.

La troisième décision est intervenue au printemps 83. La politique de rigueur commençait à porter ses fruits. Nous savions qu'elle donnerait des résultats, mais elle était mal comprise de l'opinion de gauche. Certains socialistes se sont alors demandés s'il ne fallait pas mettre en oeuvre une nouvelle politique, avec une relance sélective, accompagnée d'une fermeture des frontières. Avec Jacques Delors, avec l'appui du président de la République, j'ai alors maintenu le cap de la politique de rigueur, qui, vous le savez, a donné des résultats que la droite n'avait pu obtenir.

Ce choix, qui n'a pas fini d'alimenter les discussions, conditionne notre avenir. Je réaffirme qu'il n'y avait pas d'autre choix possible. Cela dit, cette politique de rigueur pose un problème sur le plan idéologique. Voilà cinquante ans que les socialistes français se posaient, sans y répondre, la question du choix d'une économie de marché. La réponse, ils l'ont apportée en assumant les responsabilités gouvernementales. En faisant la preuve qu'ils étaient capables de maîtriser cette économie, tout en y ajoutant ces contrepoids indispensables que sont les nationalisations et l'ensemble des mesures sociales.

Et je dois dire que si nous avons pu maîtriser le problème du chômage, nous n'aurions pas de difficultés avec le corps électoral. Le chômage reste aujourd'hui la grande

question. Durant trois ans, je me suis battu sur la crête des deux millions de chômeurs. J'ai pris des mesures pour un traitement social du chômage. Mais aujourd'hui il faut se rendre à l'évidence : de telles mesures ne suffiront pas. Elles ne suffiront pas, même si la croissance retrouve des taux de 5 ou 6 %. Car les gains de productivité sont tels aujourd'hui, qu'ils en annuleraient les effets.

C'est une constatation douloureuse, mais il nous faut admettre que l'avenir ne nous permettra plus de donner un emploi à chacun. La troisième révolution industrielle ne sera pas, chacun le sait, créatrice d'emplois comme l'a été la seconde.

Cette situation doit conduire toute la gauche à réfléchir à un nouveau projet de société. Aucun socialiste ne peut accepter la perspective d'une société duale, d'une société où l'on trouve d'un côté ceux qui ont du travail, de l'autre ceux qui n'en ont pas. Une nouvelle organisation de la société est nécessaire et doit mobiliser tous les efforts. Il faut que chacun de nos concitoyens ait un emploi ou une activité. Il faut concevoir une nouvelle couverture individuelle du chômage. Enfin, il faut mettre fin à ce qui est anachronique. Il est anachronique qu'un jeune de moins de 18 ans et même de moins de 21 ans soit au chômage. Alors que les nouvelles technologies demandent une qualification accrue, ces jeunes doivent être en formation.

Bien sûr, un tel programme ne peut s'inventer en six mois. Il demande une longue réflexion. Une réflexion indispensable à notre réussite. C'est ce projet de transformation de la société qui permettra à la gauche de dominer l'économie de marché, mais aussi de faire en sorte que chacun puisse s'épanouir. Car toute transformation de la société n'a un sens que si elle a pour but l'épanouissement de la personne humaine. Un épanouissement qui exige que chacun ait un emploi ou une activité.